

"Miser sur le développement durable"

- Pour Laurent Minguet, la fermeture du chaud à Liège était inéluctable.
- Il est impressionné par la réussite des pays nordiques.
- Il prône le développement durable et mise sur le savoir faire liégeois pour enrichir notre région.

ENTRETIEN
THIERRY DE GYNS

Manager de l'année, administrateur, délégué de la société EVS Broadcast Equipment, le toujours vert Laurent Minguet croit dans le développement durable liégeois par des choix politiques et économiques.

Quel constat tirez-vous de la fermeture au milieu de ce mois du premier haut fourneau ?

Ce n'est pas mon secteur d'activité et ce que j'en sais je l'ai appris par la presse, les syndicats, par M. Levaux, directeur de CMI qui voici trois ou quatre ans me disait déjà que les hauts fourneaux n'étaient plus compétitifs pour des problèmes de transport. Quand on a du charbon sous ses pieds, il est normal d'avoir un haut fourneau au-dessus. Les dirigeants d'Arcelor disent qu'ils gagnent moins d'argent qu'au Brésil par exemple. Quand il faut importer 100 000 tonnes de charbon et que le canal Albert n'accepte que des barges de 2500.

La compétitivité règne en grande maîtrise de par le monde !
Si Cockerill appartenait à un



► Pour L. Minguet, il nous reste un stock de matière grise même si l'enseignement s'est dégradé en 10 ou 20 ans.

Liégeois, il gagnerait moins bien sa vie qu'à Rio, mais celle-ci est une ville où à partir de deux heures du matin, les policiers recommandent de ne pas s'arrêter à un feu rouge mais de le brûler. On est plus en sécurité ainsi. Quand on parle de problème d'insécurité, à côté de Rio, Liège c'est Disneyland. Mais si un actionnaire dont l'entreprise qui est à Paris, Milan ou Liège est en surproduction et doit supprimer une unité, il doit le faire en favorisant une unité plus rentable comme Rio par exemple, suivant un simple principe de bonne gestion ! Sinon il serait chassé par ses actionnaires.

Comment inciter les investisseurs à venir chez nous ?

L'actionnaire local ajoute une composante sentimentale à son investissement. Il doit donc être favorisé et cela les Flamands, eux, l'ont très bien compris. Il faut aussi que les syndicats donnent une bonne image de leurs rapports avec l'entreprise. Si un investisseur américain se rend compte que des patrons sont séquestrés en Wallonie, il n'y a pas une chance sur 1000 qu'ils viennent y investir...

Que pensez-vous de l'action de la Région wallonne ?

Quand on va retirer le chaud à Liège, la Région wallonne va

être plus pauvre de 100 millions d'euros par an. C'est clair et net. Quand elle a repris Cockerill, la Région a très bien fait pour des raisons macroéconomiques et s'est substituée à l'actionnaire. Et il est vrai qu'avec sa présence dans la FN (100 pc), à Prayon (50 pc), par exemple, elle maintient des sources de richesse. Puis un jour elle a vendu à Arcelor en réalisant une plus-value.

L'avenir est l'affaire de tous...

Certes, le Pays de Liège va s'appauvrir avec cette fermeture, mais les recettes sont données. Si les décideurs économiques, politiques, les syndicats,

ÉPINGLÉ

De beaux atouts liés

Laurent Minguet relève 4 pistes de réflexion à creuser. Utiliser tout d'abord la richesse naturelle du bois-énergie qui pourrait dans nos forêts, activer le réseau-chaud, pousser la construction de bâtiments thermo-efficaces et tirer profit du savoir-faire liégeois dans le domaine de la mécanique. Pour lui, il serait intéressant de capitaliser sur ce savoir-faire en développement durable pour les entreprises d'Agoria. Même si plier une tôle peut être moins cher en Tchèque, il y a chez nous un réseau de savoir-faire pour l'acier comme hier pour les mines. Il faut veiller à s'enrichir, dit-il, dans le respect des générations futures et ne pas suivre les Américains trois fois plus endettés que leur PIB. ■

les travailleurs, les citoyens se mettent ensemble on peut s'en sortir. On a ici le savoir faire mais il faut aussi utiliser l'intelligence. Par exemple, quand le citoyen jette sa boîte de bière ou de limonade le long de l'autoroute, il appauvrit le secteur du tourisme. Et cela, certains pays comme le Danemark l'ont très bien compris.

Il y a de l'argent en Wallonie, c'est clair, mais il faudrait savoir pourquoi aujourd'hui les Wallons investissent moins. Pourtant, on a des forces : des surfaces agricoles riches, une bonne pluviométrie, une position centrale en Europe. ■

► André Laurent Burton.

Tirer les enseignements de la réussite des modèles nordiques

► Les pays du Nord de l'Europe ont su se créer des atouts dont ils tirent durablement profit.

Le rapport Liège 2020 vous fait-il peur ?

La Wallonie et le Pays de Liège sont pauvres et s'appauvrissent, il n'y a pas de tendance inverse même si le mouvement semble se stabiliser. Mais, je ne suis pas inquiet, on peut fort bien redresser la barre en 20 ou 30 ans.

A-t-on de bons exemples à l'étranger ?

Voici 20 ans, les pays scandinaves étaient décrits comme exploitant les forêts. Depuis, ils comptent parmi ceux qui se sont le plus enrichis tout en développant leur côté social. Ils bénéficient par

exemple d'un congé de maternité de 12 mois. Le Danemark s'est spécialisé dans la fabrication d'éoliennes lui rapportant 3 milliards d'euros par an, les Finlandais ont Nokia, les Suédois Ikea dont les 1000 magasins au monde enrichissent le pays. Dans les années 70/80, on fabriquait chez nous des meubles en kit ! Les Norvégiens ont le pétrole. Il faut des matières grises et les utiliser, trouver de bons secteurs. Les Danois vivent mieux que nous avec des salaires 70 pc plus élevés, un coût de la vie 80 pc plus élevé, mais... Nous devons miser sur nos avantages compétitifs par rapport à la concurrence. Exemple : en transport 1 tonne de charge coûte 150 euros en Europe, 50 en Afrique du Sud et le transport d'Afrique du Sud revient à 20 euros. Mais il ne prend en compte que le coût, pas le problème environnemental

qui peut découler d'une marée noire.

Quels sont les moyens pour s'enrichir ?

On augmente les revenus ou on réduit les frais. Si on arrête de fumer on épargne et cela profite à la santé. Tous les Wallons veulent gagner plus. Mais il faut savoir faire davantage avec moins d'argent. Avec toutes les maisons belges thermo-efficaces, on économiserait 3 milliards d'euros par an, soit 100 fois la richesse générée par EVS. Et créer 100 entreprises comme EVS cela paraît difficile. Autre exemple : une construction est taxée à 21 pc, mais si vous rafistolez un vieux bâtiment vous ne payez que 6 pc. Il faut des mesures de politique fiscale pour orienter la consommation vers le développement durable et des produits de substitution respectueux de l'environnement

et qui enrichissent les Wallons.

Et dans d'autres domaines ?

Je pense ainsi aux 4 X 4 qui consomment beaucoup mais sont défiscalisés comme utilitaires. Ou favoriser davantage le transport en commun - en 1967 on a supprimé le tram à Liège et aujourd'hui Strasbourg, Lille, Bordeaux l'ont ramené dans leurs murs - au détriment de la voiture trop gourmande. Et depuis quand parle-t-on d'un RER que les Parisiens ont depuis 25 ans. N'est-il pas plus intéressant de favoriser le bois wallon que le pétrole du Koweït en mettant des accises sur le mazout de chauffage (avec un bémol social) comme sur le diesel. Au Danemark, pour financer la politique sociale, le mazout de chauffage est deux fois plus cher que chez nous.

SPI+

"Cessons de disperser les énergies"

- Pour le président du groupe Meusinvest, Liège dispose de tous les outils nécessaires pour relever le défi de la reconversion.
- Hélas, le manque de coordination est criant.
- Un problème pour attirer des investisseurs étrangers.

ENTRETIEN
OLIVIER BÉART

Agé de moins de 40 ans, Laurent Burton a passé une bonne partie de sa carrière dans le monde de la communication, d'entreprise d'abord et politique ensuite. Outre son mandat chez Meusinvest, titre auquel il intervient dans notre série sur le redéploiement, Laurent Burton est également porte-parole du vice-Premier ministre et ministre de l'Economie MR, Didier Reynders.

Ce n'est plus qu'une question de jours avant la fermeture du premier haut-fourneau par Arcelor. S'est-on assez bien préparé à cet événement?

Le monde politique a pris conscience très tôt des problèmes que pourrait poser la sidérurgie lourde. Par contre, il me semble que c'est au niveau des actions à mener que le bât blesse. Il y a en région liégeoise tous les outils nécessaires à la reconversion: un port autonome performant, une SPI+ dynamique, mais aussi un outil comme Meusinvest, et j'en passe. Cependant, il faut laisser les acteurs de terrain faire leur travail.



Laurent Burton attend avec impatience la recapitalisation de Meusinvest.

Il est donc grand temps de stabiliser la réflexion sur l'avenir de Liège. Il y a trop longtemps que l'on limite la procession d'Echternach à Liège: trois pas en avant, deux pas en arrière. Tout le monde attend du Groupe de redéploiement (GRE) qu'il fasse son travail, c'est-à-dire faciliter la tâche aux investisseurs potentiels et chapeauter toutes les structures créées pour le redéploiement.

Selon vous, il y a donc un manque de coordination entre les différents outils...

Exactement. Il est important que personne ne se marche sur les pieds et que chacun fasse son métier au mieux. Si Liège dispose enfin d'une structure efficace pour chapeauter les autres, la ville aura alors tous les atouts de son côté pour se relancer. Il faudra également veiller à ne pas multiplier inuti-

lement les outils. C'est une perte de temps inutile. Quand je vois la Socran, qui était tombée d'elle-même en désuétude, et à laquelle certains veulent faire jouer un rôle central dans la reconversion, je suis sceptique. De grâce, recadrons et centralisons!

"NOUS AVONS DE TRÈS BELLES RÉUSSITES À LIÈGE. LES TROIS DERNIÈRES ENTREPRISES DE L'ANNÉE SONT LIÉGEOISES. CE N'EST PAS RIEN!"

Quel rôle les entreprises liégeoises peuvent-elles jouer dans la reconversion?

Nous avons de très belles réussites à Liège. Les trois dernières entreprises de l'année sont liégeoises. Ce n'est pas rien! Cela fait très longtemps que nos entreprises se battent pour la croissance du bassin liégeois. Bien entendu, on peut encore compter sur elles, mais nous devons également attirer des investisseurs étrangers. C'est justement pour ces derniers qu'il est important de disposer de structures claires, afin qu'ils sachent directement à qui s'adresser pour chaque problème. Les entreprises locales savent pour la plupart s'y retrouver dans le labyrinthe économique local... car il s'agit bel et bien d'un labyrinthe.

ÉPIGLÉ

Vingt ans, 240 entreprises

Depuis sa création, le groupe Meusinvest est intervenu dans 240 entreprises liégeoises et a accompagné quelques grands projets comme l'aéroport de Liège, le pôle TGV et le circuit de Spa-Francorchamps. Sa technique d'intervention est basée sur la prise de participation au capital et l'octroi de prêts ou de leasings, en se concentrant sur des pôles majeurs de redéploiement, qui sont des secteurs à fort potentiel d'emploi, d'image et d'alliances industrielles internationales. Le groupe s'intéresse aux secteurs innovants comme aux secteurs traditionnels ayant un potentiel évolutif. Cette orientation des actions vise à restructurer le paysage économique liégeois et se situe donc dans le cadre d'une réflexion de fond sur l'avenir.

Ne craignez-vous pas que d'éventuels investisseurs soient repoussés par une prétendue mauvaise réputation de Liège à l'extérieur?

On a parlé récemment de l'absentéisme à Cockerill, mais en ce qui concerne les entreprises du portefeuille de Meusinvest, nous ne constatons aucun problème particulier à Liège. Même en ce qui concerne le climat social, il n'y a rien de spécial à signaler. Alors, même si je ne crois pas aux miracles, je suis convaincu que si on met fin aux tergiversations et que chacun retrouve ses manches, Liège aura un très bel avenir, même sans sidérurgie.

Pour jouer pleinement son rôle, Meusinvest doit être recapitalisé

► L'invest aurait besoin de 50 millions d'euros supplémentaires.

► Mais "on a du mal à se mettre d'accord dans certaines familles politiques"...

Qu'en est-il de la recapitalisation de Meusinvest?

Pour être efficaces, nous avons besoin de moyens. Et même si l'avance de 5 millions d'euros promise par le gouvernement wallon vient d'être confirmée, je tiens à rappeler que Meusinvest a besoin de dix fois plus d'argent pour fonctionner

conformément aux attentes. Nous avons toujours eu un mode de fonctionnement sensiblement différent de celui des autres invests wallons. La Socralfin, qui chapeaute tous les invests publics, a édicté des règles auxquelles Meusinvest s'est plié, car cela doit nous permettre de disposer de fonds auxquels la région liégeoise n'avait plus accès depuis longtemps. Bien sûr, nous ne sommes pas en faillite et nous comptons bon nombre d'entreprises ultra performantes dans notre portefeuille, mais sans cette recapitalisation, nous sommes condamnés à tourner en sous-régime dans une région qui a besoin de

nous plus que jamais. Nos souffrons très fort du fait que l'on a du mal à se mettre d'accord rapidement dans certaines familles politiques.

Vous plaidez également pour une plus grande collaboration avec le privé?

Tout au long de son histoire, Meusinvest a toujours cherché à coller au mieux aux réalités du terrain. C'est pour cela que demain, nous souhaiterions collaborer plus étroitement avec le secteur privé. Il serait en effet dommage de se priver de son apport. Mais de ce côté, nous semblons avoir été entendus par les pouvoirs politiques. C'est heu-

reux car le privé, même sans structures stabilisées, avait déjà commencé à bouger. Renforcer les liens entre les secteurs publics et privé permettra d'apporter une plus grande cohérence dans nos actions respectives.

On parle pourtant régulièrement de la frilosité des banques...

Il n'y a que trois ans que je suis chez Meusinvest, mais il est vrai que j'ai pu constater au fil du temps une plus grande frilosité des banques. Les banquiers locaux ne sont pas responsables, car bien souvent, ils n'ont plus la main quand il s'agit de prendre des décisions

importantes en matière d'investissements. Pourtant, il y a toujours des compétences à Liège, et impliquer ces banquiers locaux dans Meusinvest pourrait être un moyen de leur redonner plus de poids dans le développement économique régional. Notre conseil d'administration est aujourd'hui une représentation très saine et très efficace du monde politique et syndical liégeois, mais je ne peux m'empêcher de penser que nous aurions beaucoup à gagner en y impliquant le secteur privé au sens large, pas uniquement les banques, mais aussi quelques grandes entreprises liégeoises.

O.B.